

## VERS UNE TENDANCE SYNDICALISTE-RÉVOLUTIONNAIRES INTERNATIONALE

L'une des plus importantes crises économiques de l'histoire du capitalisme continue à produire ses effets destructeurs sur les conditions de vie du prolétariat dans toutes les parties du monde. Cela ne se fait pas sans réactions. Mais si le mouvement ouvrier en Europe est à la peine, dans d'autres zones la classe ouvrière montre des capacités d'organisation importantes et renouvelées. Les grèves en Egypte, Irak et Iran en sont les derniers exemples.

Cependant, quelque soit le pays, le syndicalisme n'a pas encore dépassé sa faiblesse stratégique fondamentale. Nulle part encore, il n'a posé la question du pouvoir du prolétariat sur les moyens de produire les richesses et de les répartir. Nulle part encore il n'a posé la question de la gestion de la société par le prolétariat lui-même à partir de ses propres organisations de classe, ses syndicats. Nulle part encore il ne s'est préparé à la grève générale révolutionnaire pour affronter l'Etat de la bourgeoisie.

C'est cette situation là qu'il nous faut contribuer à changer. Car la crise du capitalisme pose la question du Socialisme, et donc celle des responsabilités du syndicalisme pour trouver l'issue victorieuse. La légitimité du système capitaliste est au plus bas. La fonction urgente pour le syndicalisme de classe est de mettre en œuvre une stratégie pour que la question du Socialisme soit légitime dans le prolétariat.

Prenons l'exemple de la France où en 2012 vont se dérouler des élections présidentielle et législatives. De nouveau, nous avons droit à la danse des « partis de gauche » devant les militants syndicaux pour qu'ils s'engagent qui dans la campagne du Front de Gauche, qui dans celle du NPA . . . Et de nouveau nous observons des camarades syndicalistes qui sous-traitent leur projet de société aux organisations affinitaires. Cette sous-traitance provoque leur propre démobilité. Ils portent leur espoir, non pas sur leur propre organisation de classe, mais sur des organisations incapables de mettre en action les travailleurs, et donc d'avancer vers le Socialisme. Ce constat ne se veut pas une condamnation de ces mêmes organisations affinitaires. Elles constituent un lieu de réflexion, mais ne peuvent offrir plus . . . si l'on réfléchit en terme de perspectives anti-capitalistes.

Ce ne sont pas des partis qui dirigeront le Socialisme à la place des travailleurs ou alors ce « Socialisme » ressemblera étrangement à un Socialisme d'État.

Le mouvement ouvrier doit sortir de l'illusion dans lequel il se noie depuis 1917. Trop de militants fantasment depuis cette période sur des « révolutions » qui ont encadré le prolétariat au profit des bourgeoisies nationales, de bureaucraties étatistes et donc parasitaires. De nombreux États « Socialistes », « populaires », « progressistes », ou « anti-impérialistes » ont été créés, mais jamais les travailleurs n'ont géré ces Etats ! Il n'y a donc jamais eu de Socialisme, ce qui explique d'ailleurs la passivité ou l'hostilité du prolétariat lorsque « leurs dirigeants révolutionnaires » ont été démis ou renversés.

(Suite page 25)

Nous devons clairement nous rencontrer pour que, branche par branche, nous alimentions les débats dans nos syndicats d'industrie et fédérations afin de construire un projet de gestion socialiste de nos branches d'activité respectives : chimie, transports, construction, automobile, éducation, santé, travail social, commerce, énergie...

# LES TENDANCES SYNDICALISTES-RÉVOLUTIONNAIRES

Depuis le tournant des années 1980, le syndicalisme international est entré dans une phase de repli. C'est une évidence en ce qui concerne les états impérialistes d'Europe et d'Amérique du Nord. Mais la crise touche désormais des pays où le mouvement syndical avait été à l'offensive : Afrique du Sud, Corée du Sud, Brésil,...

Cette crise généralisée s'explique par plusieurs facteurs. Les plus importants étant certainement l'absence de stratégie révolutionnaire et la désorganisation interne des centrales syndicales.

Engagées dans cette phase de repli, les équipes militantes combattives ont cherché des solutions. Sous la pression des attaques de l'adversaire et de l'absence de perspectives politiques, ou sous l'impact d'une culture de la défaite, les débats engagés ont pris la forme de réflexions simplistes.

Deux solutions miracle ont alors émergé :

— La première a consisté à proposer pour le syndicalisme des « perspectives politiques »... extérieures au syndicalisme. Une profusion de partis de la gauche radicale ont donc vu le jour. En parallèle, le Mouvement Social et ses associations sectorielles ainsi que le Mouvement altermondialiste ont, eux aussi, essayé de se présenter comme une direction alternative au syndicalisme. Il apparaît aujourd'hui évident que cette stratégie de la sous-traitance n'a finalement réglé aucun problème du syndicalisme mais au contraire a accéléré sa crise.

— La seconde s'est principalement développée en Europe du Sud, en Asie et en Amérique latine en raison de leur tradition de pluralisme syndical. En reprenant le modèle d'une CNT espagnole mythifiée, la solution miracle a désormais consisté à créer de nouvelles confédérations présentées comme « alternatives ». Ce modèle a même fini par imprégner des pays de l'Europe du Nord où le droit syndical et la culture ouvrière rendent pourtant difficile la réalisation de cette perspective. Cette dynamique syndicale, qui s'apparente à celle de l'anarcho-syndicalisme, est désormais en crise, dans les pays où elle s'est justement développée en priorité.

En France, la CNT est devenue une vraie passoire. Des milliers de jeunes adhérents y sont pas-

sés, sans pouvoir s'y organiser durablement. La FSU est au bord de l'implosion, ses syndicats se disputant sur le choix d'un ralliement à la CGT ou à Solidaires. Solidaires demeure une Union de syndicats d'entreprise dont l'action se limite à défendre les intérêts des salariés... de ces entreprises.

Et c'est justement toute la contradiction du syndicalisme alternatif qui apparaît à travers son action quotidienne. Au-delà des appels incantatoires, voire religieux, à la grève générale, ces organisations syndicales se sont repliées sur les professions à statut ou du moins sur les grandes entreprises. Ces organisations n'ont pas réussi ou n'ont pas voulu s'implanter dans ce qui fait désormais la réalité du prolétariat, les travailleurs des PME. C'est à dire tous ces travailleurs, actifs dans une profusion d'entreprises, d'établissements, de chantiers,... où l'activité syndicale ne peut reposer sur un syndicat d'entreprise. L'implantation syndicale est déjà difficile pour une organisation comme la CGT, malgré ses UL et sa formation syndicale. Elle est quasi impossible pour des syndicats alternatifs implantés au hasard de l'existence d'équipes syndicales.

L'organisation du prolétariat passe nécessairement par la structuration des travailleurs au sein de syndicats d'industrie locaux, regroupés dans des UL. C'est donc cette nécessité qui condamne le syndicalisme alternatif. Avec la marginalisation des travailleurs à statut, avec le départ en retraite des couches militantes issu de mai 68, ce syndicalisme n'a aucune perspective.

Dans cette situation internationale, débattre de la transformation sociale relève plus du bleuf ou de l'auto-motivation que du sérieux militant. Il n'est

donc pas étonnant que de plus en plus de jeunes syndicalistes s'interrogent sur la crise que traverse le syndicalisme alternatif.

La crise de ces deux modèles s'accroît un peu plus chaque jour et commence à émerger un autre modèle, longtemps demeuré en sommeil. Ce modèle c'est celui du syndicalisme-révolutionnaire, non pas un « syndicalisme-révolutionnaire » autoproclamé mais un courant politique en action dans la vie et les luttes de la classe. C'est ce qui fait tout l'intérêt de ce modèle mais aussi sa difficile construction.

Depuis 1968, le mouvement révolutionnaire a été contaminé par la Société du spectacle, par l'image, le paraître, par l'individualisme. L'action militante ressemble de plus en plus à une agitation permanente qui se focalise sur les médias. Elle laisse de côté la sociabilité, l'organisation et la formation.

Il est donc tentant de se revendiquer d'un « parti révolutionnaire », d'un syndicat « alternatif » surtout quand son organisation ne prépare pas vraiment l'affrontement violent avec la bourgeoisie. Le syndicalisme-révolutionnaire est moins valorisant d'un point de vue existentiel. Car ce courant est révolutionnaire non pas par ses proclamations verbales mais dans son action quotidienne, dans son organisation patiente, dans sa formation permanente des travailleurs, en travaillant à leur côté.

Le renouveau du syndicalisme-révolutionnaire n'aura donc rien de spectaculaire. La construction d'une tendance syndicaliste-révolutionnaire passe par la diffusion de nos pratiques dans un nombre grandissant de syndicats, en y formant des militants révolutionnaires, en influençant les syndiqués.

Ce modèle d'action révolutionnaire, qu'il faut se réapproprié, ne peut se construire que dans un cadre international. Un cadre qui permette de coordonner les actions au-delà des frontières mais aussi de mutualiser nos expériences.

Dans l'avant-guerre on adhérait à une organisation communiste pour faire la révolution mondiale. Depuis des décennies on adhère à une « organisation révolutionnaire » pour défendre ses intérêts personnels, pour conserver son statut, pour maintenir l'État providence et ses services publics... C'est ce qui explique pourquoi les partis de la gauche radicale ainsi que les syndicats alter-

natifs se construisent sur une dynamique exclusivement nationale. L'investissement dans des mobilisations internationale relèvent plus du spectacle (manifs altermondialistes, camps d'été, conférences...) que de perspectives stratégiques concrètes.

La construction du syndicalisme-révolutionnaire passera donc nécessairement par un retour à l'action internationaliste. L'objectif du syndicalisme-révolutionnaire n'est pas défendre les services publics, l'État providence, les accords d'entreprises. Notre objectif c'est de faire la Révolution, c'est à dire la Révolution mondiale.

Ce dossier a justement pour objet de servir de support à cette réflexion et à lui donner une dimension collective et internationale. Car les choses évoluent dans un sens positif. Depuis 1996, les rencontres internationales régulières du syndicalisme alternatif prenaient la forme de réunions d'émulation collective. Chaque délégué y venait se convaincre que quelque chose de grand s'y préparait. Chacun était bien entendu tenté de décrire de façon disproportionnée son implantation dans son pays, chose d'ailleurs invérifiable de l'extérieur. On y ressortait sans véritable programme d'action, et avec encore moins de réflexion stratégique. Mais un appel incantatoire venait justifier la tenue de la réunion. On reproduisait donc dans le cadre syndical ce qui faisait l'identité des multiples pseudo « internationales » d'extrême gauche depuis des décennies : des réunions déconnectées de la vie et des luttes des travailleurs.

Depuis un an, les CSR français multiplient les débats avec des équipes syndicales de plusieurs pays qui partagent notre volonté de rompre avec cette routine. Nous voulons aussi rompre avec la logique nationaliste qui gangrène le syndicalisme alternatif et l'extrême gauche.

**Ce dossier est le produit de nos échanges mais surtout d'un début de mutualisation de nos réflexions et expériences.**

d

## Réfléchir au syndicalisme de demain

# UNE TENDANCE POUR SORTIR DE LA CRISE DU SYNDICALISME

Dès ses débuts la CGT a été traversée par des débats entre courants et tendances. Il suffit de relire la presse syndicale de l'époque pour s'en rappeler. Ces débats permettaient aux syndicats de se positionner, mais surtout d'animer les réflexions internes. Les textes adoptés dans les congrès, à tous les niveaux, étaient le produit de confrontations entre les positions de tendances.

Puis ces tendances se sont inféodées à des partis politiques. Les tendances se sont donc institutionnalisées en sous-traitant leur projet politique à des organisations extérieures, supposées défendre les intérêts des travailleurs. Cette institutionnalisation a fait basculer le débat interne : il ne s'agit plus désormais de réfléchir à la construction du Socialisme mais à la gestion du capitalisme sur une base "sociale". Cette perspective est non seulement inefficace mais aussi démoralisante.

Depuis les années 1930, le débat stratégique, qui structurait et animait la réflexion des syndicats CGT, s'est donc profondément appauvri. Sans perspectives, ces tendances se sont le plus souvent auto-dissoutes. Avec la disparition des tendances dans la CGT, les syndicats sont amenés à produire eux-mêmes leur propre réflexion stratégique. Mais cette réflexion s'est atomisée puisque chaque syndicat produit une réflexion dans le cadre étroit de son champ de syndicalisation, en ne pouvant compter que sur l'expérience et les connaissances de ses seuls syndiqués.

Cette décomposition de la réflexion politique a atteint un tel niveau que les concepts et le vocabulaire militant sont utilisés dans la plus grande confusion. Ainsi les notions de «réformisme» et de «révolution» ne servent plus de repères et de références stratégiques car chacun en donne sa propre définition. Quand les membres d'une même organisation ne parlent plus la même langue, ils ne peuvent plus communiquer et encore moins se fixer des perspectives communes, matérialisées par des textes de congrès. On arrive donc à une situation où chaque syndicat avance, comme il peut, comme bon lui semble, sans repère et sans objectif commun.

L'unanimité dans la confédération, exprimée par des votes à 90% dans les congrès, n'est alors qu'une pure façade qui cache un fonctionnement chaotique.

La reconstruction d'un débat stratégique dans la CGT passe nécessairement par la reconstruction de véritables tendances. Les militants partageant la même perspective doivent se regrouper afin d'élaborer des analyses et des perspectives cohérentes. Ces contributions doivent ensuite être diffusées afin qu'elles soient

lues par les adhérents, confrontées, critiquées afin de recréer une gymnastique intellectuelle. Elles doivent surtout permettre à chaque syndicat de se projeter dans son futur, de sortir de la simple défense du *beefsteak*, de la routine syndicale quotidienne.

Une tendance syndicale ce n'est pas une fraction qui intervient comme un outil de prise du pouvoir, comme un moyen de contourner la vie démocratique des syndicats. Elle ne se substitue pas au syndicat. Elle lui offre une analyse cohérente que le syndicat ne peut produire par lui-même puisqu'il est une organisation de masse, unitaire. Ses contributions ne sont pas des textes de congrès proposés aux votes. Elles ne sont là que pour enrichir la réflexion. La tendance n'intervient pas comme un outil pour un affrontement interne. La libre expression des tendances doit favoriser le débat fraternel dans la confédération. C'est, au contraire, le non respect de l'expression des tendances qui amène des militants à intervenir comme fraction clandestine ou à travers des réseaux d'influence, c'est à dire des directions occultes qui remettent en cause la souveraineté des syndicats et le pouvoir collectif des syndiqués. Au moment où nos organisations syndicales sont gangrénées par les conflits de personnes, le débat collectif doit rapidement servir d'alternative à cette décomposition.

La situation actuelle, faite de désorganisation et de défaites, impose un réflexe salutaire aux militants syndicaux. Ils doivent se regrouper publiquement pour clarifier leurs analyses, leur donner une cohérence. Sans cette dynamique de repolitisation, le syndicalisme s'enferme dans une démarche conservatrice tout en la justifiant par de multiples références à des concepts sans contenu concret : «révolutionnaire»,

«réformiste», «syndicalisme de transformation sociale», «de classe»... La démagogie prend désormais le dessus sur la responsabilité des mandatés mais surtout sur la démocratie. Car quelle valeur a un congrès quand les textes d'orientation sont adoptés dans la confusion la plus complète ? Les mandats donnés lors de ces congrès sont très approximatifs, laissant la gestion des syndicats, des unions, des fédérations et de la confédération à des militants devant improviser à partir de leur conception personnelle.

Nous allons analyser l'utilité concrète des tendances en nous limitant à la perspective de construction d'une tendance syndicaliste-révolutionnaire (SR). L'apparition d'autres tendances est tout aussi nécessaire. Tout d'abord parce que nous ne croyons pas que les révolutionnaires puissent être totalement hégémoniques dans une confédération. Cela serait totalement artificiel, anti-démocratique mais surtout dangereux. Chaque syndiqué doit pouvoir se reconnaître dans un courant interne, même s'il exprime certaines critiques par rapport à ce même courant. Une confédération est l'expression de l'unité des travailleurs syndiqués, de tous ceux qui veulent combattre l'exploitation capitaliste. Ils existe trois familles de syndiqués, ce qui n'empêche pas chaque adhérent d'évoluer grâce aux débats et à l'expérience acquise.

Certains ne croient pas encore que le capitalisme puisse être dépassé. Ils ne sont pas pour autant favorables à la collaboration de classe mais ils ne perçoivent pas le Socialisme, la gestion de la production par les travailleurs, comme un objectif réalisable. Ils sont pour la création d'un contre pouvoir syndical, pour la lutte des classes, mais cela s'arrête là.

Les réformistes croient à la construction du Socialisme, mais par étapes, par une succession de réformes structurelles en gardant les bases de l'État de la bourgeoisie. Ces réformes doivent affaiblir le pouvoir des capitalistes, renforcer celui des travailleurs, mais sans provoquer de confrontation brutale avec la bourgeoisie.

Les révolutionnaires, au contraire, croient que le

Socialisme suppose que l'État de la bourgeoisie soit démantelé, ce qui nécessitera une confrontation où la violence exercée par la masse des prolétaires devra s'exercer. Il faut donc s'y préparer.

Chacune de ces sensibilités peut être divisée en plusieurs tendances en fonction des désaccords stratégiques ponctuels ou permanents. Ainsi, tous les révolutionnaires ne sont pas SR. Certains pensent que la révolution va nécessiter le partage du pouvoir entre les syndicats, les partis et les associations. Ils ne se reconnaissent donc pas dans les principes de la Charte d'Amiens qui donne aux syndicats confédérés la tâche de réorganisation sociale.

La structuration et l'action de toutes ces tendances doit permettre à chacune d'entre elle de confronter ses propres analyses à celles de ses camarades. C'est en quoi les CSR invitent à débattre avec les courants qui existent déjà dans la CGT ou ailleurs. Non pas pour cliver et se disputer mais au contraire pour faire revivre la tradition du débat fraternel, un débat indépendant des organisations extérieures au syndicalisme.



*"une tendance ça sert à rien pour se former!  
Il suffit d'une bonne bilibliothèque personnelle !"*

### UNE TENDANCE CONTRE L'INDIVIDUALISME

On ne peut être SR tout seul en pensée, car le SR est une pratique collective.

Le syndicalisme-révolutionnaire (SR) est une pratique. Par conséquent, on ne peut pas être SR en idée ou en opinion seulement. En terme d'idées (d'idéologie), les SR sont communistes. Le SR n'étant qu'une forme particulière de pratique révolutionnaire ; celle qui – considérant que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes et que le syndicalisme est le lieu où existe, en conscience et en action, le prolétariat organisé et en lutte – construit et structure les syndicats en vue de la victoire quotidienne et finale contre la bourgeoisie. Considérant que l'État et sa construction bureaucratique et policière ne pourra jamais servir à réaliser une révolution de type

réellement socialiste, les SR s'organisent pour que les idéologies étatistes (putchistes ou électoralistes) ne triomphent pas. Ceci afin que les travailleurs eux-mêmes, mieux formés et mieux organisés, prennent collectivement le pouvoir sur la société, à partir des bases syndicales, localement et au niveau des branches, sur un mode fédéraliste et profondément démocratique – quitte à s'allier ensuite le moment venu avec d'autres forces en présence (artisans, paysans, intellectuels, etc).

On ne fait pas cela avec des discours mais en construisant et en restructurant des syndicats et des unions de syndicats et en renforçant partout et dans tous les domaines l'influence du syndicalisme. D'autant plus qu'une révolution n'est pas simplement un « changement de direction politique », mais un changement profond de l'économie et de toute la société qui suppose de s'appuyer sur des structures véritablement prolétariennes qui préexisteront à la situation de crise politique précipitant une révolution. C'est pourquoi le SR, étant une pratique réfléchie certes mais essentiellement une pratique syndicale, ne peut se contenter d'adhésion idéologique abstraite.

### **ÊTRE SR SEUL DANS SON COIN EST DIFFICILEMENT CONCEVABLE.**

Sans matériel de propagande, le militant, isolé, ne peut guère trouver de soutien dans son organisation pour consolider sa pratique. Il se prive d'aide et d'appui qui faciliteraient le travail militant de chaque jour et seraient utiles au développement de son syndicat, de son UL, US ou UD... Sans organisation de type comité SR, ce soutien et cette élaboration collective peuvent néanmoins avoir lieu mais elle se fera dans des réseaux « familiaux », d'amis et de connaissances, continuant ainsi les pratiques malsaines qui consistent à tisser des réseaux affinitaires, élitistes et fermés, au lieu d'ouvrir, d'intégrer, de rassembler des militants et de se former.

La sociabilité demeure donc dans ce cas dans une logique bourgeoise et non pas communiste.

C'est une chose que de se revendiquer du SR, c'en est une autre que de le faire vivre concrètement. Le syndicalisme révolutionnaire, comme tout autre courant, sous-entend des pratiques collectives fortes. Donc le syndicalisme-révolutionnaire existe parce qu'il existe des tendances SR. Sinon, ce n'est même pas une théorie mais uniquement une référence historique, c'est-à-dire en pratique : rien. Isolé dans sa confédération, sans références, il ne peut approfondir seul sa réflexion tant du point de vue historique (bilan des expériences passées) que des points de vue théorique et pratique (analyse collective des évolutions sur

le terrain syndical) que faire dans le contexte actuel, (comment et avec qui,...). Il ne peut pas vraiment non plus se former d'un point de vue SR car les formations syndicales ne sont pas des formations SR, mais « unitaires ».

Sans soutien, un militant peut penser qu'il va influencer son UL, son US ou son syndicat, en donnant de son temps, de son énergie, en initiant de bonnes pratiques syndicales. Mais si d'autres militants ne partagent pas la même perspective syndicale, elles finiront par être mises en minorité. Seul, il s'épuisera et finira découragé et dégoûté.

Les comités syndicalistes-révolutionnaires permettent de réfléchir ensemble – entre militants révolutionnaires – sur ses propres pratiques, de les corriger et de les renforcer, de les étendre, de s'ouvrir, de se documenter et d'échanger pour « sortir la tête du guidon », pour mutualiser les efforts, pour multiplier le nombre de militants SR, les former et ainsi consolider ce qui a été construit dans le présent et pour l'avenir.

Certains aussi pensent qu'en prenant des mandats de « direction », ils vont influencer l'organisation dans « le bon sens », dans « un sens SR ». Mais ils ne feront en fait que reproduire l'illusion des gauchistes sur la nécessité d'une « bonne direction ». Or une direction n'est rien sans la participation collective d'un maximum de syndiqués.

Pour les militants révolutionnaires un comité SR permet de ne pas rester politiquement seul dans une confédération décomposée, en recherche de sens, livrée à l'influence des réseaux d'influence.

Et puis il y a ceux qui, pour un temps, sont bloqués, ne peuvent pas avancer facilement dans leur entreprise, leur syndicat, dans leur UL. Un comité SR permet de continuer de s'inscrire dans une démarche syndicaliste auprès de camarades, et aussi trouver des solutions pour débloquer la situation. Mais ceci n'est possible qu'en discutant avec d'autres militants syndicalistes-révolutionnaires agissant dans une même perspective pour ne pas oublier que l'objectif à atteindre est global et non pas limité aux blocages dans une entreprise ou un syndicat. Ce qui suppose qu'existe une tendance SR.

Enfin, il y a les militants syndicaux qui se disent révolutionnaires en idée mais qui en pratique ne le sont pas. Ils se donnent bonne conscience, exercent au quotidien leur mythe personnel et compensent la misère morale de la vie de prolo ou d'intello rebelle en régime capitaliste.

Ne pas construire une tendance SR, c'est enfin et surtout se dire révolutionnaire en parole, mais pas en

pratique (car d'un point de vue matérialiste, comment se dire révolutionnaire sans militer dans une organisation révolutionnaire ?). Ce qui ne veut pas dire pour autant qu'on ne soit pas un bon militant syndical conscient et efficace. Mais parler de révolution et de communisme est dans ce cas un simulacre, voire une imposture, ou bien c'est invoquer la foi et attendre la venue soudaine d'une conscience spontanée des masses comme d'autre attendent le messie.

Les militants syndicalistes-révolutionnaires doivent se coordonner pour, ensemble, être plus intelligents et plus forts. Cela est d'autant plus indispensable dans un contexte où, en-dehors comme en dedans des syndicats, l'idéologie bourgeoise, individualiste et consumériste désintègre les liens sociaux et les organisations qui nous maintiennent en équilibre. Cette domination culturelle de la bourgeoisie brise l'entraide et la solidarité dans tous les domaines de la vie économique et sociale. Faisant cela, elle conduit les travailleurs opprimés, exploités, pressés et précarisés à l'isolement, au repli sur soi ou sur leur petit cercle familial fragile et vulnérable. Elle nous conduit à la solitude et à la dévalorisation de soi, ou bien à l'adoration stérile des mythes révolutionnaires du passé.

Car ce qui fait actuellement la force de l'adversaire, ce ne sont pas ses capacités politiques, mais notre propre faiblesse au niveau de l'organisation. Une tendance révolutionnaire n'est pas seulement destinée à produire une stratégie. Elle est aussi la matérialisation de la perspective révolutionnaire. C'est l'engrais qui va permettre à la confédération de se développer. Elle donne aussi un cadre rassurant et motivant aux militants révolutionnaires. Sans elle, le militant est incapable de dépasser la situation de peur et de domination qu'il subit. Car qui serait assez fou pour engager un combat frontal avec la bourgeoisie sans être organisé dans un cadre collectif ?

### **LA TENDANCE POUR UNIFIER LE MOUVEMENT SYNDICAL**

Le syndicalisme est concrètement, socialement, notre organisation de travailleurs. C'est la différence avec un parti qui est l'incarnation d'une idée et regroupe ses membres sur une base idéologique et affinitaire et non sur des intérêts de classe. Nous nous regroupons dans les syndicats d'abord pour lutter contre le capital et non pas parce que nous sommes socialiste, communiste, anarchiste... C'est le lieu où nous développons notre conscience de classe, une fraternité au quotidien, et où nous pouvons tous réaliser l'unité contre la bourgeoisie – à condition de le vouloir. C'est le lieu où nous affirmons tous ensemble notre volonté de transformation sociale.

La Charte d'Amiens fixe à la confédération la lutte contre le capitalisme mais aussi un rôle de éorganisation sociale : Charte d'Amiens :

« (...) Le Congrès [de la CGT] précise, par les points suivants, cette affirmation théorique : dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme : d'une part il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste, et d'autre part, il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale.(...)».

Les organisations professionnelles (syndicats et fédérations) et interprofessionnelles (UL et UD) permettent à la CGT de mener le combat social sur tous les terrains mais aussi de disposer des outils de gestion socialiste. Des outils qui unifient et socialisent réellement contrairement aux autres modèles boiteux : soviets ; «État socialiste» ; coopératives; associations de consommateurs ; conseils ouvriers par entreprise...

L'organisation prolétarienne (celle qui regroupe les prolétaires et rien que les prolétaires) doit être le reflet de la complexité et de la profondeur de la vie sociale. L'autogestion, le fédéralisme, la démocratie et l'étendue de ses adhérents sont autant des moyens que des buts. Construire des confédérations syndicales idéologiques (CNT, Solidaires... ) génère des sectes qui sans cesse scissionnent. Cela n'a rien d'étonnant, car c'est ne pas comprendre la différence entre la tendance syndicale et la confédération.

L'autre menace de division de la classe ouvrière est la fraction politique qui tente d'influencer le syndicalisme en le ralliant à des organisations et des projets qui lui sont en partie extérieurs. Par leur interclassisme et leur institutionnalisation ou au contraire par leur radicalité et leur sectarisme, ces fractions divisent les travailleurs, les syndicats et les luttes.

Ces fractions n'ont aucun intérêt au renforcement du débat stratégique dans les syndicats. À chaque défaite, ces fractions nous renvoient aux élections prochaines ou nous proposent quelques césars et tribuns en guise de projet collectif. Elles font de nos défaites leurs fonds de commerce politicien.

C'est pour contrer l'action de ces fractions que des tendances fondamentalement syndicales doivent se constituer afin que les réflexions et les choix politiques soient portés depuis le syndicalisme, par des

militants syndicalistes, dans un esprit d'unité, et non de l'extérieur de notre classe sociale en apportant la division.

## **UNE TENDANCE PORTEUSE D'UN PROJET POLITIQUE**

La transformation de la société, le progrès social en général et la construction d'un syndicalisme de classe, de masse, autonome, exerçant son influence sur tout le salariat et au-delà, développant chaque jour un peu plus sa contre-société et ses capacités gestionnaires n'est pas le fruit d'une science infuse de la classe ouvrière, d'un élan spontané des masses, mais de volontés associées en vu du changement.

Nous ne pensons pas que le capitalisme s'effondrera seul, par contre nous sommes certains qu'il volera en éclat sous la pression des travailleurs organisés. S'il s'effondre seul, nous n'aurons pas le Socialisme, nous aurons encore moins le communisme... mais le chaos, la barbarie, le désordre et la terreur. C'est pourquoi, il nous faut dès aujourd'hui construire le Socialisme que nous voulons demain.

Nous ne croyons pas que le communisme soit une fatalité vers laquelle l'histoire nous mènera toute seule, mais l'affirmation très large d'une volonté révolutionnaire et affirmée dans les actes. Cette volonté s'exprime par la construction d'une contre-société, animée par des communistes, profondément syndicalistes, vivant et agissant au sein de leur classe sociale et travaillant ou au chômage comme tous les individus de cette classe.

La confédération doit devenir un contre-pouvoir socialiste avant de se transformer en Socialisme. La tendance SR doit porter ce projet politique pour orienter l'action de la confédération. Nous devons diffuser massivement ce même projet à nos camarades syndiqués pour les mettre en confiance et les amener à avancer vers la victoire finale. Car on ne se débarrasse pas de la bourgeoisie en un clin d'œil, toutes les expériences révolutionnaires passées le prouvent. Notre classe doit devenir hégémonique dans la société en imposant son projet politique à son adversaire de classe : ce projet se matérialise en conquêtes et en pratiques sociales anticapitalistes qui préfigurent le Socialisme. Alors les bases indispensables avant de s'atteler à la destruction de l'État de la bourgeoisie auront été créées.

## **UNE TENDANCE POUR COLLECTIVISER LES SAVOIR-FAIRE**

Les Comités Syndicalistes Révolutionnaires ne regroupent que des militants syndicalistes sur la base

d'une idée (le SR), mais aussi sur une base sociale et pratique puisqu'il n'est composé que de militants syndicalistes. Le développement du SR dans le syndicalisme se mesure donc à son influence, c'est-à-dire au développement des pratiques syndicales SR.

Pour autant, aujourd'hui, les syndiqués ne sont pas tous révolutionnaires, c'est pourquoi la pratique au quotidien n'est pas spontanément une pratique révolutionnaire. Les formations syndicales de la CGT par exemple n'ont pas pour but de former spécifiquement des militants révolutionnaires. Les bureaux, les CE, les AG de syndicats regroupent des camarades souvent issus de diverses sensibilités syndicales. C'est avec tous ces camarades qu'il nous faut construire l'organisation de masse, l'association générale des travailleurs : la Confédération.

La bureaucratisation est un fléau contre lequel sans cesse il faut lutter au sein de nos organisations de classe. Cette tendance à la bureaucratisation a plusieurs causes. Mais sa réalité d'aujourd'hui, dans la CGT, se présente sous la forme d'un réseau très restreint d'individus qui se connaissent, se rencontrent, se cooptent, s'emploient, se recommandent, se placent, se mandatent et finalement «incarnent» une réalité sociale bien différente du prolétariat.

Or la formation dispensée actuellement à la CGT ne répond pas à ses besoins car la formation confédérale s'appuie sur le savoir faire disponible et sur les orientations confuses de la confédération. Il faut donc faire émerger un outil parallèle de formation et le mettre à la disposition des structures CGT.

Les militants de base ne sont pas censurés (pas vraiment en tout cas), mais ils n'ont que peu de lieux où se rencontrer, se former, réfléchir et agir ensemble. Chacun, enfermé dans son syndicat d'entreprise, a peu l'occasion d'échanger au-delà avec d'autres camarades, à moins de rentrer dans les cercles d'initiés (ce qui suppose d'avoir beaucoup d'heures de délégation ou carrément des détachements).

Aujourd'hui, cette bureaucratie se reproduit et reproduit des fonctionnements sclérosés – en ignorant structurellement et parfois politiquement une grande partie du salariat (TPE, petite PME, salariat précaire...) – fonctionnements qui ne permettent pas l'élargissement et l'émergence d'une véritable activité militante et le renouvellement régulier des mandatés.

On trouve la posture gauchiste qui consiste à jouer au rebelle et à dénoncer «les méchants bureaucrates» et une attitude plus constructive, plus syndicaliste, qui consiste à mettre en place d'autres pratiques dans les bases syndicales, dans les UL, à encourager d'autres formes de structuration – plus ouvertes que le syndicat d'entreprise –, en s'efforçant de créer des réseaux mili-

tants entre les bases. C'est celle-ci que choisissent les CSR et c'est ce qui les différencie des autres tendances.

### **UNE TENDANCE QUI PENSE DES TACTIQUES ET QUI SOUTIENT DES PRATIQUES**

Il faut une tendance révolutionnaire publiquement organisée qui porte, à partir du syndicalisme et dans le syndicalisme, sa stratégie, ses tactiques et ses pratiques.

Le syndicalisme doit évoluer dans le sens d'une volonté affirmée de transformation sociale portée par des pratiques de masse, d'éducation populaire, d'entraide, de démocratie et de fédéralisme, au quotidien – et non pas seulement par des discours. La propagande se fait d'abord par les actes définis collectivement basés sur des analyses pratiques et documentées. Car c'est de constructeurs dont nous avons besoin, non pas de philosophes et de tribuns.

Il faut renforcer ou ranimer les Union-Locales et syndicats d'industrie (de branche) et ainsi relancer un militantisme syndical ouvert à tous les syndiqués avec ou sans heures de délégation. Les structures interprofessionnelles doivent donner des perspectives et des actions enthousiasmantes inscrites dans la zone économique, le quartier, la commune, en faisant émerger au fil du temps des perspectives porteuses d'espoir et d'émancipation. Le communisme ouvrier doit regagner une pratique démocratique, prolétarienne et directe dans les lieux de vie au travers du syndicalisme militant en offrant partout des lieux de solidarité, de fraternité, d'éducation et de formation, mais aussi de loisirs socialisés, organisés par et pour des individus de notre classe sociale. Le syndicalisme renforcera les capacités de contrôle et de gestion démocratique et « ouvrière » de la production et des services. Nos syndicats confédérés seront mis en situation de devenir l'organisation du prolétariat, hégémonique dans le combat social. Cela veut dire préparer les conditions de la prise du pouvoir par les travailleurs grâce et à travers leur organisation syndicale.

### **UNE TENDANCE INTERNATIONALE**

La lutte syndicale est devenue internationale depuis que le capitalisme est devenu international. Mais dans ce domaine aussi le mouvement syndical souffre d'un terrible retard.

La Confédération Syndicale Internationale est une juxtaposition de centrales syndicales nationales. Sans projet de transformation socialiste, ces centrales sont amenées à défendre les intérêts immédiats de leurs membres. C'est-à-dire que dans le cadre de l'économie

de marché, elles défendent leurs entreprises nationales contre celles de leurs camarades de la CSI.

La Fédération Syndicale Mondiale, malgré son discours internationaliste de salon, reproduit les mêmes travers. Elle fantasme sur des entreprises nationalisées et des services publics étatisés. Elle oublie que ces mêmes entreprises publiques sont elles aussi engagées dans un conflit mondialisé pour le contrôle des marchés et des matières premières.

Tout cela explique pourquoi ni la CSI ni la FSM ne coordonnent réellement l'action de leurs centrales syndicales, ne serait-ce que sur le terrain de chaque branche professionnelle.

Il devient donc urgent de regrouper les militants qui veulent construire un projet socialiste, c'est-à-dire se sortir d'un nationalisme soit disant progressiste. Car seuls ces militants sont en capacité de proposer à leur syndicat de s'engager sur une autre voie. Mais pour mettre en pratique ce syndicalisme internationaliste, il faut des relais dans chaque pays, c'est-à-dire des tendances actives dans les confédérations. Ces tendances pourront intervenir comme liens pour dynamiser un travail d'organisation dans les multinationales, d'unification des revendications au-delà des frontières, de structuration de la main d'œuvre immigrée...

L'actualité est donc à la recréation de l'Internationale Syndicale Révolutionnaire avec des sections présentes dans chaque pays, c'est-à-dire des tendances SR. Il faut donc rompre avec ce qui fait la réalité du militantisme "révolutionnaire" depuis 30 ans. Il faut revenir aux pratiques des années d'avant guerre. Un militant adhère à une organisation révolutionnaire non pas pour défendre ses services publics ou son statut professionnel, pour préserver son droit à la retraite,...tout cela dans un cadre national.... mais pour préparer la révolution mondiale.

### **TENDANCES ET FRACTIONS : UN ÉTAT DES LIEUX.**

Au fil des années les tendances syndicales ont connu un processus d'affaiblissement. Certaines d'entre elles se sont transformées en fractions. Dès les années 1920, la majorité des syndicalistes révolutionnaires ont rejoint le Parti Communiste pour en prendre le contrôle. Leur tendance (les anciens CSR) s'est transformée en une fraction "PC" dans la CGT y agissant clandestinement comme structure de direction.

Par la suite, toutes les composantes de l'extrême gauche ont tenté de créer dans le mouvement syndical leur propre fraction.

Il était donc rare que les militants de ces organisations proposent de créer de vraies tendances

syndicales. Et les manœuvres clandestines des fractions se substituaient aux débats publics des tendances syndicales. Les militants se faisaient élire à des mandats syndicaux en fonction de leur appartenance à tel ou tel parti. C'était le cas au bureau confédéral de la CGT où le PCF occupait la majorité des sièges en laissant quelques uns aux catho de gauche et au PS.

Mais, depuis 30 ans, on peut constater une nouvelle évolution. La décomposition des organisations affinitaires amène leurs membres à intervenir désormais en toute liberté dans le mouvement syndical. Les fractions se sont donc transformées en réseaux d'influence. C'est ainsi qu'il n'existe plus de fraction du PC dans la CGT mais une multitude de réseaux de copains issu du PC. C'est le même processus pour les autres organisations affinitaires. La référence philosophique à tel ou tel parti ne sert plus à rien puisque les partis traversent une telle crise politique qu'ils en sont réduits à s'aligner sur le programme minimaliste de la CGT. Les anciennes fractions, qui implorent sous la pression des logiques de carrières individualistes, se transforment en réseaux d'influence occultes, à l'image de la sociabilité bourgeoise.

La crise que traverse les fractions s'explique également par la création de nouvelles organisations syndicales. Ainsi la CFTC de 1964 a donné naissance à 3 confédérations (CFTC maintenue, CFTD et Solidaires). La FEN a imploré : la tendance UID (social-démocrate) participant à la construction de l'UNSA, sa tendance UA (PCF) et sa tendance Ecole Emancipée fondant la FSU, et les anciens lambertistes du SNETAA créent leur propre fédération EIL. Ces tendances se sont de fait dissoutes puisque chacune d'entre elle est devenue une "direction".

Même chose pour les minoritaires de FO qui ont rejoint l'UNSA.

Il n'existe donc pratiquement plus de tendances syndicales. On peut les citer rapidement.

### « CONTINUER LA CGT »

Cette tendance est fondée en 1995 et impulsée par Roger NADAUD, ex-secrétaire de la Fédération CGT de la Santé et de l'Action Sociale.

Elle défend la ligne syndicale « stalinienne » telle qu'elle pouvait exister jusqu'aux années 1970.

Animée par les militants marxistes léninistes du PCF et par des dissidents, elle se dissocie de la Charte d'Amiens affirmant qu'elle rejette « les idées de pseudo-indépendance syndicale réformiste de droite ou d'extrême-gauche et se bat contre ceux qui prônent la dissociation de l'économie et de la politique en les opposant l'une à l'autre ». Cette tendance n'a jamais pu véritablement se développer en raison de son absence

de perspectives concrètes mais aussi à cause des conflits qui secouent les dissidences du PCF.

### « FRONT SYNDICAL DE CLASSE »

Ce Front regroupe plusieurs composantes dont Continuer la CGT. Elle rassemble des militants mais aussi des syndicats appartenant à la CGT, la FSU et Solidaires.

C'est plus une mouvance qu'une tendance, rassemblant des militants d'un large panel de l'extrême gauche, des staliniens revendiqués à certains libertaires. C'est la même diversité en ce qui concerne les pratiques syndicales.

L'absence de cohésion se traduit par des textes critiquant les bureaucraties syndicales et exprimant des références abstraites au "syndicalisme de classe". Le plus souvent, ce "syndicalisme de classe" reste étonnamment arque-bouté sur le syndicalisme d'entreprise et donc sur un corporatisme qui rend difficile l'action d'une tendance interprofessionnelle. Ce Front se revendique dans ses statuts de la construction d'une CGT réunifiée, ce qui là aussi est en contradiction avec l'action quotidienne de certains de ses adhérents.

### « LES CSR »

Notre tendance, refondée en 1997, ne se veut pas un outil de prise de pouvoir mais de production de pratiques SR. C'est pourquoi elle ne rassemble que des militants ayant réellement une pratique syndicale interprofessionnelle (dans une UL ou une UD) puisque le SR est une pratique de classe et non pas un discours.

Continuatrice des premiers CSR et de leurs prolongements (Ligue Syndicaliste, Cercles Syndicalistes Lutte de Classe) elle défend l'application intégrale de la Charte d'Amiens. Elle est organisée par comités locaux mais aussi au niveau des branches d'industrie. Fondée par une poignée de militants, elle connaît une accélération de sa construction dans un nombre grandissant de départements.

Ces tendances se veulent donc ouvertes à tout militant syndical quelque soit son appartenance philosophique. Elles ont pour but d'organiser les militants pour mener le débat démocratique dans les syndicats. Leur existence est donc un facteur positif pour la CGT.

Mais nous sommes amenés à établir une nette démarcation avec deux autres organisations, intervenant elles aussi dans la CGT, mais sous forme de fractions et cette fois si en opposition avec la Charte d'Amiens et les statuts de la CGT.

## « OÙ VA LA CGT ? »

Cette fraction est animée par Voie Prolétarienne. Les camarades de VP ne s'en cachent d'ailleurs pas et nous pouvons leur reconnaître une cohérence politique. En tant que léninistes ils sont favorables aux fractions dans les syndicats et donc hostiles à l'indépendance syndicale.

Avec tout autant de cohérence, ils affirment que le syndicat a besoin d'un parti pour se donner une orientation. Malheureusement le blog et les tracts de cette fraction passent beaucoup plus de temps à critiquer l'organisation syndicale qu'à proposer des perspectives et surtout à les faire vivre sur le terrain.

### « LES COMMUNISTES LIBERTAIRES DE LA CGT »

Là aussi cette appellation est le cache sexe d'une organisation affinitaire.

Cette fraction — dont l'activité essentiellement construite autour d'un blog et sur l'initiative de militants d'Alternative libertaire associés à des camarades d'autres organisations — se revendique d'un "renouveau du syndicalisme révolutionnaire" tout en refusant que le mouvement syndical devienne l'outil de réorganisation sociale. Se revendiquer du syndicalisme révolutionnaire tout en rejetant la Charte d'Amiens, cela devient difficile à comprendre ! Surtout que cette révision du SR ne s'accompagne d'aucun élément d'explication : quels outils vont permettre aux travailleurs de gérer la production des biens et des services après la révolution ? Des comités d'entreprise repliés sur eux ? Des coopératives en concurrence les unes avec les autres ? Des Comités d'usagers ne pensant qu'à leurs intérêts de consommateurs ? Des technocrates d'extrême gauche ? Comment peut-on socialiser sans outils socialistes cohérents ? Où bien il faut dire que l'on ne croit pas au Socialisme et alors, oui, la syndicat n'a pas pour vocation de gérer. Car dans la prose des "Communistes Libertaires de la CGT" il n'y a rien sur le projet de société, ce qui pourtant justifie la création de la fraction puisqu'il faut diffuser dans la CGT un projet communiste libertaire.

Alors les camarades qui animent cette fraction sont obligés de revisiter l'histoire à leur sauce. Ils affirment donc que "les communistes libertaires relèvent d'un courant fondateur et constituant de la CGT". Il faudrait donc dire lors de quel congrès fondateur de la CGT ce courant s'est exprimé, ou alors avec quelle publication car là on ne voit vraiment pas de quoi on parle !

Si c'est revendiquer le fait que des militants d'origine libertaire ont joué un rôle dans la CGT, c'est une évidence. Si c'est de dire que ces militants ont organisé

une propagande libertaire dans la CGT comme désire le faire "Les libertaires de la CGT" là c'est prendre ses désirs pour des réalités. Car la Charte d'Amiens dit tout le contraire.

Il faut attendre 1919 pour que des militants libertaires, à l'image de ce qui se fait alors en Espagne, tentent de créer une fraction dans la CGT. Mais ces mili-



*" Les débats philosophiques : toujours une bonne raison de se diviser "*

tants finiront par quitter la CGT(U) pour créer une confédération anarcho-syndicaliste.

On ne peut donc que déplorer la réapparition de fractions philosophiques dans la CGT. Car ce phénomène va créer plus de désordre, de confusion que de clarification stratégique. Pour ne reprendre que l'exemple du mouvement libertaire, il existe des profils bien différents de militants. Certains militent au Front Syndical de Classe pour y faire vivre un syndicalisme oppositionnel et réformiste. D'autres ont rejoint les CSR pour y développer une pratique syndicaliste révolutionnaire et la grande majorité restent isolés, les uns pour se limiter à leur action de terrain, les autres pour mener leur petite carrière de syndicaliste d'appareil. Se revendiquer d'une référence libertaire dans la CGT, ou de toute autre concept affinitaire, n'a donc aucun sens.

Par contre cela va servir d'obstacle pour les milliers de jeunes militants syndicaux qui actuellement veulent redonner à leur outil syndical un objectif anti-capitaliste. À ces militants il faut une stratégie syndicale et non pas un catéchisme abstrait. ■

Regard sur le syndicalisme-révolutionnaire britannique aujourd'hui

## ENTRETIEN AVEC KEIR LAUSON DE LIBERTY & SOLIDARITY

**Pendant vingt ans, le mouvement syndicaliste révolutionnaire britannique était officiellement représenté par la section de l'AIT (Direct Action Movement et ensuite la Solidarity Federation), inscrites en fait dans une démarche de type anarcho-syndicaliste. Depuis quelques années, de nouvelles organisations apparaissent avec des références au syndicalisme révolutionnaire (IWW, NSSN Syndicalist, LS). Peux tu expliquer cette nouvelle situation ?**

Beaucoup des militants investis dans L&S se sont rencontrés dans les IWW, qui a été en sommeil très longtemps en Grande-Bretagne. Mais cette organisation commence à se développer depuis 10 ans. NSSN Syndicalist (1) a regroupé un large panel de SR, incluant un petit nombre de militants de SF avec des membres de L&S/IWW et d'autres militants.

**Peux tu nous donner une description de ces organisations ainsi que le détail de leurs relations ?**

Les IWW sont un syndicat en construction, bien que numériquement très limités en Grande Bretagne. Les IWW ont gagné récemment leur première grève sauvage parmi les nettoyeurs de Londres. Les IWW ont longtemps été perçus, à tort, comme un projet anarchiste et beaucoup de membres étaient en effet anarchistes. Cela a commencé à changer doucement à partir du moment où les IWW se sont développés et ont recruté des travailleurs moins politisés.

L&S est une petite organisation de SR qui travaille à la fois dans les syndicats (entre autre dans les IWW) et aussi dans les groupes communautaires. Nous partageons des stratégies et des tactiques communes et nous intervenons avec une discipline collective pour les appliquer sur le terrain. Nous essayons de travailler avec d'autres militants extérieurs à notre organisation et nous construisons des alliances là où nous pouvons faire avancer la cause SR au sein du mouvement syndical.

Le NSSN Syndicalist a été malheureusement une organisation à la vie brève, et cet aspect éphémère s'explique par le fait qu'elle s'est construite

exclusivement comme un comité se défendant contre les bureaucrates trotskistes du NSSN. Elle n'a donc pas servi à rassembler les SR de différentes organisations et beaucoup parmi nous qui y étions investi travaillent désormais ensemble dans la revue Solidarity.

**Peux tu nous donner une description de l'implantation nationale et professionnelle des IWW et de L&S ?**

Les IWW disposent de 500 membres répartis sur tout le pays. Le Sud-Est constitue la région où les IWW ont commencé à s'organiser en branches professionnelles après être passés par une structuration en « General Branch » (comité local sur une base interpro).

L&S dispose de trois branches à Glasgow, Londres et Reading. Nous avons également des camarades disséminés sur d'autres villes.

**Quel est le processus de création de L&S ?**

L'impulsion est venue de camarades membres de la Fédération Anarchiste qui ont choisi de quitter cette organisation après avoir échoué à la gagner à un positionnement plate-formiste.

D'autres membres de L&S, comme moi-même, ne furent jamais membres de la Fédération Anarchiste mais étaient des anarchistes plate-formistes.

Ces dernières années bien que nous ayons maintenus des relations avec des groupes plate-formistes rassemblés dans le réseau Anarkismo, nous avons évolué davantage vers le syndicalisme révolutionnaire.

Le réseau NSSN Syndicalist semble avoir disparu. Mais ses anciens militants se retrouvent-ils exclusivement dans la revue Solidarity ? Le NSSN s'est-il quant à lui maintenu ?

Beaucoup des SR du NSSN sont maintenus investis dans la revue Solidarity. Cependant certains ne participent désormais plus à aucun groupe SR.

Le NSSN continue mais ce n'est actuellement pas beaucoup plus qu'un rassemblement de militants trotskistes du Socialist Party.

**Peux-tu nous exposer la réalité des forces et l'action des différentes fractions dans le mouvement syndical ? Car il semblerait que de plus en plus de SR proviennent de ces fractions après avoir rompu avec elles sur la base d'un désaccord.**

Le Parti communiste s'est effondré il y a quelques années et ce n'est désormais plus une force qui compte dans les syndicats. Les anarchistes n'ont jamais eu une présence sérieuse dans les syndicats à l'exception de quelques militants isolés. Les trotskistes forment la principale opposition dans la plupart des syndicats.

Il n'existe plus de mouvement SR en dehors des IWW et cela depuis un certain temps en Grande Bretagne. Il est donc normal que ceux qui participent à leurs activités viennent d'ailleurs.

**Avant de nous expliquer son action au sein du mouvement ouvrier, peux-tu nous donner une description du Trade Union Congress (TUC) et de son intervention dans les luttes actuelles. Quelles sont l'influence et la structuration des fractions gauchistes dans les syndicats de « gauche » (RMT...) ?**

Le TUC est une coordination relativement lâche, avec ses syndicats membres qui sont libres de définir la politique nationale qu'ils désirent. Par conséquent la politique des syndicats varie grandement, et de même pour ce qui concerne leur organisation et leur forme de lutte dans les entreprises.

Les syndicats les plus militants et de « gauche » sont regroupés dans une formation appelée le Trade Union Coordinating Group, cependant cela ressemble à pas grand-chose de plus qu'un forum

de discussion pour spécialistes.

Dans ce TUCG il y a huit syndicats, les plus importants étant le Fire Brigades Union (les pompiers), le National Union of Journalists, the Public and Commercial Services Union (les personnels de service), le Prison Officers Association and le RMT (les travailleurs des transports). Parmi eux le RMT est généralement perçu comme le syndicat le plus militant mais cela varie en fonction des endroits. Le RMT a lancé une négociation en vue d'une fusion avec le TSSA qui organise aussi des travailleurs du rail, ce qui serait une excellente chose pour avancer dans le sens de faire du RMT le syndicat de tous les travailleurs du rail.

En dehors du TUCG, il y a quelques syndicats combattifs, par exemple l'Universities and Colleges Union (un syndicat de métier pour les enseignants du secondaire et du supérieur) actuellement contrôlé par les trotskistes, ce qui offre plus d'inconvénients que d'avancées. Le Communication Workers Union qui organise les travailleurs du Royal Mail (les Postes) a une culture des grèves sauvages pour supporter les militants réprimés, même si d'ordinaire ses leaders sont loin d'être combattifs.

Malheureusement le syndicalisme de métier existe encore en Grande Bretagne dans différentes industries, principalement dans l'Éducation où le National Union of Teachers ne permet toujours pas l'adhésion des professeurs assistants, pas plus que celle des nettoyeurs ou des concierges. Le syndicalisme d'industrie est aussi fragilisé dans le secteur du rail par l'existence d'un syndicat de métier des conducteurs de train, l'ASLEF.

Les plus gros syndicats de Grande-Bretagne sont Unite and Unison. Ce sont tous les deux des syndicats « généraux » qui organisent souvent les travailleurs sur la base de l'industrie. Comme ces deux plus puissants syndicats sont en compétition il est courant que cela provoque des conflits destructeurs entre eux. Unison est presque entièrement implanté dans le secteur public et demeure entre les mains d'un courant droitier. Des branches entières ont été liquidées à la suite d'une chasse aux sorcières contre les trotskistes. Unite dispose de membres dans pratiquement tous les secteurs, en totalisant ainsi deux millions, ce qui ne l'empêche pas de connaître une crise financière.

**Il semble que de plus en plus de débats apparaissent au sujet de deux stratégies : créer de nouvelles organisations syndicales (comme la CGT espagnole ou la CNT française,...) ou construire de véritables tendances SR dans le TUC. Peux tu nous donner plus de précisions au sujet de ces expériences et réflexions ?**

L&S n'a jamais choisi entre ces deux options. La plupart de nos militants sont adhérents aux syndicats du TUC puisque cela constitue le noyau du mouvement ouvrier organisé. La plupart des militants de L&S sont des shop stewards (délégués du personnel) dans ces syndicats et nos militants doivent rejoindre le syndicat de leur entreprise si il en existe un.

Au sein des syndicats TUC nous pensons qu'une large tendance syndicaliste révolutionnaire devrait exister. Cependant nous estimons également qu'il est important d'unifier ceux qui sont favorables aux idées SR, à une plus grande démocratie et militantisme... mais qui ne se revendiquent pas comme SR. C'était le projet du NSSN et nous espérons faire revivre dans le futur.

Cependant avec les vastes secteurs du privé non syndiqués nous trouvons souvent plus facile d'organiser les travailleurs à travers les IWW et leur fonctionnement relativement non bureaucratique, plutôt que grâce aux syndicats du TUC. De plus, l'âge moyen des syndicalistes approche les 60 ans et les syndicats échouent à garder leurs jeunes membres. C'est donc une bombe à retardement générationnelle. Et la gauche syndicale du TUC semble elle aussi menacée par cette érosion.

Bien sur nous devons combattre ce phénomène dans les syndicats TUC. Cependant nous estimons qu'il n'y a pas de contradiction à construire les IWW comme alternative potentielle dans le cas où ce scénario échouerait.

Nous devons cependant comprendre l'importance de l'unité syndicale et souhaiter que les IWW n'adoptent pas une attitude conflictuelle avec tous les syndicats du TUC mais plutôt une action constructive avec au moins les syndicats de « gauche » du TUC.

A cet égard, nous devrions plutôt voir les IWW suivant le modèle de l'ITGWU (2) plutôt que le modèle de la CNT et de la CGT.

**Quels sont les résultats obtenus par le nouveau mouvement SR (IWW-NSSNS-LS) ?**

Les IWW ont récemment remporté deux victoires, dont une lors d'une grève sauvage des nettoyeurs de Londres. Ils ont imposé le versement pour ces travailleurs de plusieurs mois de salaires impayés. Nous ne faisons cependant que commencer.

## NOTES

1. Dans les pays anglo-saxons le terme Syndicalist» désigne le syndicalisme révolutionnaire. Ce terme est une transposition, au début du XX<sup>e</sup> siècle, du vocabulaire utilisé alors en France. Cette référence au syndicalisme français se voulait en rupture avec la situation du « trade unionisme » anglais c'est-à-dire l'existence de syndicats, souvent de métier, très peu organisés au niveau interprofessionnel. Le Syndicalism anglo-saxon s'est donc construit en référence à la CGT française alors acquise au syndicalisme révolutionnaire

Le National Shop Stewart Network (NSSN) a été créé en 2007 sous l'impulsion du RMT, syndicat en rupture d'avec le Labour Party. Ce réseau rassemble des Shop Stewards c'est-à-dire des délégués d'entreprise adhérents aux syndicats du Trade Union Congress. Rapidement les militants trotskistes du Socialist Party s'y trouvèrent en situation de majorité. Ce Socialist Party est une scission du Labour Party en 1991, la majorité de l'ancienne tendance Militant choisissant de quitter le parti suite à une série de mesures de répression interne. Cette tendance était très influente lors de la poussée de gauche du Labour Party dans les années 1970. Cette orientation s'inversa au milieu des années 1985 et s'accompagna d'une chasse aux sorcières pour déloger les trotskistes de leurs bastions municipaux (Liverpool) et des postes occupés dans l'appareil..

2. l'ITGWU est une organisation syndicale irlandaise, influencée par le syndicalisme d'industrie et le « Syndicalism », fondée en 1908 par James Larkin. James Connolly la rejoindra également avant que le syndicat ne se lance dans la puissante grève de Dublin en 1913. De cette grève naîtront les Irish Citizen Army, milice syndicale, qui impulsera en 1916 l'insurrection de Pâques.

d

**Les Comités syndicalistes révolutionnaires en France et l'organisation Liberty & Solidarity ont produit une déclaration commune au terme de nombreux contacts et de leur rencontre lors du camp d'été de 2011. Cette déclaration commune pose le premier jalon d'un mouvement syndicaliste-révolutionnaire international.**

# DÉCLARATION COMMUNE

## CSR - L&S

### LE COURANT SYNDICALISTE-RÉVOLUTIONNAIRE INTERNATIONAL

Depuis des années, notre courant syndical tente de se réorganiser. Des tentatives ont été menées dans de nombreux pays. Ces tentatives ont été menées de façon souvent improvisée, dans la confusion. Notre courant passe désormais à une nouvelle étape. Il ne s'agit plus seulement de s'affirmer comme la continuité d'une tendance ancienne et prestigieuse. Notre courant doit regagner son influence de masse mais aussi se doter d'une stratégie révolutionnaire efficace et se coordonner par-delà les frontières.

Ce texte est le produit d'expériences militantes menées depuis plus de dix ans dans plusieurs pays. Il a été enrichi des réflexions communes des deux organisations syndicalistes-révolutionnaires (Liberty & Solidarity et les Comités Syndicalistes Révolutionnaires de France). Nous proposons que ce texte serve de base d'unification stratégique et de rassemblement organisationnel à tous les militants qui, sur tous les continents, veulent participer à la reconstruction d'une Internationale Syndicaliste-Révolutionnaire, avec des sections implantées dans chaque pays.

#### 1. LE SYNDICALISME-RÉVOLUTIONNAIRE ET LA CHARTE D'AMIENS.

Le syndicalisme-révolutionnaire (SR) trouve ses origines dans l'action des Bourses du Travail et de la CGT française. Au congrès d'Amiens de 1906, la CGT se dote d'une stratégie révolutionnaire synthétisée dans une Charte. Cette Charte fixe une stratégie cohérente au mouvement SR et devient son texte de référence.

a. La Confédération syndicale impulsera le processus révolutionnaire par la grève générale.

b. La Confédération servira pendant et après la Révolution, d'organe de pouvoir prolétarien, assurant à la fois la production et la répartition des richesses.

c. La Confédération doit assurer avant, pendant et après la Révolution l'unité du prolétariat. Cette condition est indispensable à la victoire de la Révolution mais aussi à la gestion collective, nationale et interprofessionnelle de la société. Sans confédération unitaire il ne peut y avoir de Socialisation.

d. Pour assurer cette unité organisationnelle et donc politique du prolétariat, la Confédération doit disposer d'une autonomie politique. La CGT affirme donc son

indépendance par rapport à tous les groupes affinitaires et philosophiques.

La CGT condamne ainsi l'action des fractions politiques en son sein. Mais elle reconnaît l'expression de courants et de sensibilités syndicales dans ses syndicats. Ces courants ne sont pas calqués sur les démarcations entre organisations affinitaires.

C'est en quoi le Syndicalisme-Révolutionnaire, synthétisé dans la Charte d'Amiens, se différencie de l'anarcho-syndicalisme, de la social-démocratie et du léninisme qui veulent imposer au mouvement syndical une identité philosophique.

En France, mais aussi dans d'autres pays, les syndicalistes-révolutionnaires sont alors majoritaires dans les confédérations unitaires. Cela amène à une sous-estimation de la nécessité de s'organiser en tendance. Dans d'autres pays, les SR sont tentés de scissionner afin de créer des confédérations explicitement « SR ». Cela provoque la même faiblesse et favorise la division syndicale, obstacle à la prise du pouvoir par les travailleurs.

#### 2. LE COURANT SYNDICALISTE-RÉVOLUTIONNAIRE.

Le courant SR se constitue au sein même du mouvement syndical, en totale autonomie. Il se bat pour l'unité d'action, tout en produisant et en popularisant des modes d'organisation et des stratégies clairement révolutionnaires :

- autonomie ouvrière ;
- Bourses du travail et activités d'entraide et de socialisation autogérées ;
- préparation de la grève générale révolutionnaire ;
- construction de syndicats et de fédérations d'industrie...

Depuis l'échec de l'Internationale Syndicale Rouge à la fin des années 20, le Courant Syndicaliste-Révolutionnaire a rencontré de nombreuses difficultés pour se réorganiser.

La tentation a souvent été de créer de petites confédérations se revendiquant du SR ou confusément de « l'anarcho-syndicalisme », ce qui a favorisé son isolement et son épuisement à faire vivre de petits appareils sans grande influence.

Ces tentatives ont essayé de trouver une justification en se donnant une identité « révolutionnaire » abstraite et se revendiquant donc de courants philosophiques divers et variés. Cela n'a bien évidemment aidé le syndicalisme-révolutionnaire à se doter d'une stratégie révolutionnaire cohérente et unificatrice.

Il a été difficile de surmonter la contradiction existant entre la stratégie historique du syndicalisme-révolutionnaire et les pratiques actuelles du mouvement, contradiction essentiellement due au fait que l'Histoire du courant n'a pas été analysée ou pire déformée.

Surmonter cette contradiction ne pourra se faire qu'en comprenant la distinction entre une organisation de masse, comme un syndicat, et une organisation regroupant que des militants révolutionnaires, la tendance SR. Il est contre-productif d'organiser des travailleurs au sein d'un syndicat « révolutionnaire » si la plupart des syndiqués ne prennent pas le temps de réfléchir à la stratégie révolutionnaire et n'ont pas été formés dans ce sens. Le rôle de la tendance syndicaliste-révolutionnaire est de populariser les idées SR, de construire et de renforcer les syndicats et la démocratie ouvrière en leur sein.

La confusion entre l'activisme de masse et l'action révolutionnaire n'a toujours pas été résolue, occasionnant des erreurs tant en termes stratégiques qu'organisationnels.

**C'est la raison pour laquelle nous appelons tous les militants se revendiquant du syndicalisme-révolutionnaire à créer des tendances syndicalistes révolutionnaires dans leur pays afin de dépasser cette confusion. C'est la seule façon de donner aux syndicalistes-révolutionnaires l'outil leur permettant de s'exprimer dans le cadre d'une organisation de masse, d'assurer la formation révolutionnaire des syndiqués et de préparer la confédération à gérer la société.**

### 3. LE COURANT SYNDICALISTE-RÉVOLUTIONNAIRE INTERNATIONAL.

La Révolution n'est pas un processus national. Elle peut triompher momentanément dans un pays mais elle doit nécessairement s'étendre pour ne pas être étouffée.

Par conséquent, la révolution nécessite une internationale révolutionnaire. Cette internationale doit regrouper les tendances SR de chaque pays, coordonner leurs actions et leurs réflexions. Elle doit mutualiser et unifier les expériences et les acquis, accumulés dans chaque pays.

Cette Internationale Syndicaliste-Révolutionnaire doit fonctionner sur une base fédéraliste, tout en refusant les replis nationalistes qui ont existé dans notre courant international. Chaque tendance « nationale » doit donc disposer de son autonomie tout en confrontant son action aux expériences menées ailleurs. Elle doit percevoir son action et ses perspectives au-delà des frontières, sans exotisme ni fantasme.

Une telle internationale doit aussi se protéger de tout sectarisme, être capable de travailler avec des syndicalistes et des organisations au-delà de ses propres rangs en vue d'atteindre des objectifs communs, en construisant des alliances solides.

Depuis quinze ans, de nombreuses réunions ont regroupé des organisations se revendiquant du syndicalisme de classe et de l'anarcho-syndicalisme. Mais ces rencontres ont rarement débouché sur des réflexions révolutionnaires, des stratégies de luttes concrètes et sur

la coordination de luttes syndicales. Cela s'explique par l'absence d'une véritable internationale révolutionnaire proposant des perspectives au-delà d'une routine syndicale sans perspective.

La construction de cette internationale syndicaliste-révolutionnaire n'est pas à l'ordre du jour, car un projet d'une telle ampleur doit reposer sur des forces suffisantes. Mais la perspective d'un tel projet doit être affirmée et la dynamique de sa construction doit être enclenchée.

La première étape sera l'expression d'un Courant Syndicaliste-Révolutionnaire International, regroupant les Tendances déjà actives dans plusieurs pays.

Des délégués de Liberty & Solidarity (Royaume-Uni) et du Courant Syndicaliste-Révolutionnaire de France se sont rencontrés à plusieurs reprises pour comparer leurs analyses respectives.

Ce texte est le résultat de cet accord politique, basé sur leurs expériences récentes et passées.

En conséquence, nos deux organisations appellent toutes les tendances syndicalistes des autres pays ainsi que les militants encore isolés de se saisir de ce texte, d'en débattre avec nous afin de consolider notre élaboration stratégique et d'engager des actions communes pour matérialiser ce courant syndicaliste révolutionnaire international :

- a. En organisant les syndicalistes d'une même industrie au-delà des frontières ;
- b. En organisant et formant les travailleurs étrangers dans nos syndicats ;
- c. En partageant nos articles et nos analyses stratégiques ;
- d. En utilisant au mieux les nouvelles technologies de communication, le premier pas étant de créer un site web commun.

Octobre 2011



Le syndicalisme ibérique a connu ces dernières années un processus marqué par une véritable fuite en avant. Le sentiment de défaitisme a amené de nombreuses équipes syndicales à se replier sur des logiques affinitaires. Ce processus est marqué par la multiplication des syndicats autonomistes ou indépendantistes dans la quasi-totalité des « provinces » de l'Etat espagnol mais aussi par la création de syndicats d'entreprises. Ce repli sur l'affinitaire explique aussi pourquoi la CGT n'a pas voulu dépasser son identité « libertaire » pour se présenter comme une confédération unitaire pouvant accueillir tous les syndicalistes et travailleurs écoeürés par les trahisons des directions des CCOO et de l'UGT.

L'Espagne offre donc un spectacle de division syndicale encore plus ridicule que celui de l'Italie.

La CNT a connu plusieurs scissions et la CGT a également subi une dissidence qui a donné naissance à la confédération Solidaridad Obrera organisée autour de la section syndicale du métro de Madrid.

Des regroupements ont vu le jour tels que la Coordination Syndicale de Classe (présente dans cinq provinces) et Intersindical (présente surtout aux Canaries, dans la province de Valencia et en Andalousie).

Mais ces regroupements sont très empiriques et sans projets d'ensemble. C'est encore la culture du repli défensif qui domine. Chaque structure est donc tentée de s'arquer-bouquer sur la lutte d'entreprise. L'action de la CGT est à ce titre caractéristique de ce phénomène. Malgré son organisation sur la base de syndicats et de fédérations d'industrie, les équipes militantes de la CGT ne font pas vivre de syndicalisme d'industrie. Chaque section d'entreprise semble mener ses petites batailles institutionnelles sans plan d'ensemble au niveau de la branche. Le discours affinitaire sert alors plus d'obstacle que de solution, en faisant croire de façon artificielle à l'existence d'une « perspective politique ».

Dans cette situation, le développement des Commissions Ouvrières de Base (COBAS) apparaît comme un phénomène des plus réjouissants. Car les COBAS ne se présentent pas comme le énième syndicat alternatif. Ils se pensent uniquement comme un outil d'unification du syndicalisme de classe afin de faire revivre le projet unitaire des Commissions Ouvrières lors de leur développement dans les années 1960.

Les COBAS sont apparues en 2006 suite au départ de sections syndicales CCOO. L'organisation s'appuie sur une implantation comme syndicat majoritaire dans plusieurs secteurs issu du public (territoriaux des Canaries et de Cordoba, Telefonica de Madrid et Barcelone...). Mais les COBAS s'implantent aussi dans des entreprises privées, par exemple dans la construction, la métallurgie, le télémarketing... La dynamique

de construction apparaît collective et ne s'apparente pas à un repli sur l'entreprise.

L'autre particularité des COBAS est de faire vivre au quotidien le Front unique. L'unité d'action, pensée comme un processus vers l'unification syndicale, est permanente, dans le cadre de luttes ponctuelles mais aussi dans les Coordinations Syndicales Unitaires d'Andalousie et de Catalogne.

Nous vous présentons des passages du document d'orientation voté lors du second congrès des COBAS en 2010 :

### **XI RECONSTRUIRE LE MOUVEMENT SYNDICAL DE CLASSE POUR RECONSTRUIRE L'UNITÉ DE LA CLASSE OUVRIÈRE**

Quand les COBAS ont organisé leur premier congrès nous avons souligné dans les résolutions: « Actuellement le mouvement ouvrier se trouve confronté à de profondes divisions internes. En premier lieu il est divisé par des questions de nationalités, avec la majorité de la classe ouvrière qui partage les positions espagnolistes du gouvernement. Il est divisé entre travailleurs immigrés et autochtones, avec une forte pénétration des idées racistes et xénophobes parmi les secteurs les plus pauvres et rétrogrades parmi les natifs. Et il est divisé entre titulaires et précaires qui composent plus d'un tiers de la force du travail et qui souffrent d'une surexploitation considérée comme quelque chose de « normal ».

À ces divisions s'ajoute la terrible dispersion syndicale que nous vivons. La rudesse et le discrédit de la bureaucratie syndicale CCOO et UGT n'ont cessé de croître ces dernières années. Des milliers de travailleurs, principalement parmi les secteurs combattifs, ont rompu avec cet appareil. Cependant l'absence de référent de classe a généré une diaspora syndicale qui s'exprime aujourd'hui à travers une multitude de syndicats qui vont du secteur nationaliste (EIA, LAB, CIG...) à une profusion de syndicats d'entreprise. »

Quatre ans plus tard, ce cadre général garde sa pertinence. La dispersion du syndicalisme qui a rompu avec les bureaucraties syndicales est encore plus notable avec l'émergence de la crise économique. En grande partie, le poids que conserve la bureaucratie CCOO et UGT est imputable à l'absence de référent de classe unifié s'exprimant comme une direction alternative à la bureaucratie. Malheureusement le particularisme pèse comme une pierre tombale, et représente le corporatisme du mouvement syndical, l'enfermement entre les quatre murs de l'entreprise.

Pour les COBAS la lutte pour la reconstruction d'un syndicalisme de classe passe, sur le terrain stratégique, par le retour à la dynamique qui a traversé il y a trente ans la Transition et qui fut porté depuis ses origines par les Commissions Ouvrières, la bataille pour une Centrale ou une Confédération Unitaire basée sur la démocratie ouvrière et la pluralité la plus complète. Les COBAS revendiquent la bataille des vieilles Commissions Ouvrières que la direction a abandonné et a inversé, le projet d'une Centrale Syndicale Unitaire : « Un centrale Syndicale ou Confédération Unitaire, indépendante et démocratique qui regroupe tous les travailleurs et qui accueille toutes les tendances réelles qui vivent au sein du mouvement ouvrier ».

Convaincu que cela est l'essence même du projet que nous portons nous réaffirmons ce que nous disions lors de notre premier congrès :

« Les COBAS ne sont pas nées pour se proclamer nouveau syndicat alternatif, un de plus s'ajoutant à la dispersion syndicale. Les COBAS sont un regroupement syndical qui a pour objectif de servir de dynamique de regroupement de l'opposition de classe à la bureaucratie. Nous pensons que le projet stratégique, la recomposition de l'unité de la classe, la construction d'une Confédération Unitaire des Travailleurs régie par les principes de la démocratie ouvrière est impossible si le processus ne passe pas déjà par le regroupement de l'opposition de classe à la bureaucratie ».

## **XII. NOUS PRENONS POSITION POUR L'UNITÉ D'ACTION ET LA COORDINATION PERMANENTE**

Nous sommes conscients à la fois de la difficulté de cette tâche mais aussi de nos faibles forces pour la réaliser. Les attitudes auto-proclamées, corporatistes, le

critère nationaliste excluant toute démarche à l'échelle de l'Espagne, les positions sectaires qui nient toute ouverture aux CCOO et à l'UGT ou encore le refus d'unité d'action pour ceux qui confondent les bureaucraties CCOO-UGT et les affiliés de ces confédérations. Tout cela ne rend pas facile le travail commun avec tous ces secteurs qui composent le fameux « syndicalisme alternatif ».

Mais il est également évident que dans ces groupements il y a des secteurs très réceptifs à l'unité syndicale et convaincus de la nécessité impérieuse d'aller vers le regroupement des forces. Les COBAS se sont engagées dans ce sens depuis des années et elles continueront à le faire, parvenir au maximum d'unité d'action avec les secteurs opposés à la bureaucratie.

Et lutter à partir de ces regroupements de forces pour l'impulsion pratique de la lutte ouvrière contre le patronat, le gouvernement et le système.

L'unité d'action et la coordination permanente a été une dynamique constante des COBAS depuis leur création. C'est le cas en Catalogne où nous avons participé et impulsé la Coordination Unitaire Syndicale de Catalogne (CSUC) avec la IAC (USEC, CATA, FTC), le SU du Métro et le Syndicat Ferroviaire. Cet accord permanent n'a pas empêché l'impulsion de regroupement occasionnel comme celui de la Xarxa contra els tancaaments i la precarietat.

Aux Canaries nous avons fait partie de la Coordination Syndicales des Canaries regroupant les COBAS, EA, CGT et CSC avec un poids important dans les services publics.

À Madrid nous avons participé activement à tous les regroupements d'opposition syndicale et sociale avec la Coordination Syndicale de Madrid, le Syndicat Ferroviaire, le SAS, Solidaridad Obrera du Métro, parfois la CGT et diverses autres forces syndicales et sociales. Pendant l'année écoulée tout ce travail unitaire s'est exprimé à travers la Plate-forme « Il faut les remettre à leur place » qui impulse les manifestations contre la réforme du travail et les attaques antisociales du gouvernement.

À partir de ces regroupements locaux, nous avons impulsé des rencontres unitaires à l'échelle de l'État mais jusqu'à aujourd'hui avec des résultats pratiques très inégaux. Nous faisons actuellement partie de la Coordination contre la Répression depuis la rencontre aux Asturies pour faire suite à l'emprisonnement des

### **LES SYNDICATS ESPAGNOLS**

CCOO : Comisiones obreras  
 UGT Union general de los trabajadores  
 CNT : Confederación nacional del trabajo  
 CGT : Confederación general del trabajo  
 ELA : Eusko Langileen Alkartasuna (Solidarité des Ouvriers Basques: d'origines catholiques type CFTC, a rompu avec celles-ci, créé en 1911 pour contrer l'UGT)  
 LAB : Langile Abertzaleen Batzordeak, *Commissions des Ouvriers Patriotes* (syndicat créé en 1975, politiquement lié

au courant nationaliste radical de gauche proche de l'ETA)  
 CIG : Confederación Intersindical Galega  
 EA : Enseñanza Asamblearios (un syndicat des travailleurs de l'enseignement des Canaries)  
 CSC : Convergencia Sindical Canarias  
 SOC/SAT : Sindicato de los Obreros del Campo/ Sindicato Andaluz de los Trabajadores: la fusion a eu lieu en 2007 (deux syndicats d'Andalousie)  
 SO : Solidaridad Obrera (scission de la CNT).

syndicalistes Candido et Morala, aux situations des camarades de Renault Valladolid, de la Telefonica, du SOC-SAT de Marinaleda et autres journaliers des champs, ceux de l'aéroport de Prat, de la Seat qui restent licenciés malgré leurs jugements favorables, ceux de TMP, Mercedes Benz, Frappe,...

Nous n'avons pas oublié les nombreuses luttes sociales et solidaires, les mobilisations pour les droits des immigrés et leur régularisation, les mobilisations contre l'envoi de troupes en Afghanistan et Liban, les luttes unitaires avec les autres mouvements sociaux pour la Palestine, ceux du 8 mars,...

Donc aujourd'hui, avec la brutalité des mesures gouvernementales, le mécontentement général chez les travailleurs et la grève générale convoquée qui annoncent des changements de situation, il faut ratifier le projet stratégique des COBAS. Ce chemin passe actuellement par l'investissement total dans l'impulsion de l'unité d'action du syndicalisme alternatif pour obtenir sans sectarisme la plus ample mobilisation ouvrière.

Dans ce panorama nous soulignons les pas importants qui se réalisent à travers le regroupement de l'opposition syndicale à la bureaucratie et cela à l'échelle de l'État. Le manifeste « Grève générale et continue jusqu'à la défaite des plans », signé par de nombreuses organisations syndicales, politiques et sociales et auquel se sont joints quelques délégués et adhérents des CCOO.

La réunion à l'échelle de l'État le 12 septembre dernier, avec une assistance nombreuse est un pas important vers la consolidation et la continuité de ce regroupement mais aussi un défi. Car si ce processus se confirme cela établit la possibilité, dans la dynamique de lutte contre les plans du gouvernement, que commence à s'organiser et à se diffuser une référence de classe, combative et alternative à la bureaucratie syndicale. C'est pourquoi, c'est pour les COBAS la grande tâche immédiate de cette période, impulser un mouvement unitaire, le renforcer et le centraliser.

d

## LES COBAS ET LES CENTRALES ANARCHO-SYNDICALISTES

Dans sa résolution de 2006, les COBAS exprimaient une critique sévère de la CGT.

«La CGT pour sa part a accentué ses logiques d'appareils et sectaires. Dans les exemples récents nous pouvons citer sa politique de boycott de la dynamique de regroupement des forces lors de la Marche contre *els Tancaments en Catalunya*, son rôle quasi nul lors

des manifestations unitaires des syndicalistes pour le Non à la Constitution européenne ou encore le refus de se joindre à la lutte unitaire à la Telefonica pour s'opposer aux licenciements de nos camarades. La direction de la CGT, malgré les appels répétés de différents regroupements syndicaux, ne bougea pas un petit doigt pour organiser une opposition unifiée à la contre-réforme laborale et des retraites validée par les CCOO, l'UGT et le gouvernement. La manifestation nationale convoquée en solitaire par la CGT se fit, comme toujours, une fois que la signature de la réforme était consommée. Ce ne fut pas une action pour organiser la bataille contre la réforme mais une démonstration d'appareil avec comme perspective les prochaines élections professionnelles. La CGT reste immergée dans sa vieille dispute entre les deux ailes qui luttent pour le contrôle de l'appareil (les rouges et les noirs), agissant comme une opposition syndicale de gauche aux CCOO et à l'UGT mais reproduisant à petite échelle les logiques d'appareils qui définissent la politique de celles-ci.

Depuis le vote de la résolution de congrès des COBAS, la situation a avancé dans le bon sens.

**Le 12 septembre 2010 s'est tenue la seconde rencontre des syndicats alternatifs. Il s'agissait désormais d'aller au delà des simples échanges et actions ponctuelles mais bel et bien de construire une coordination permanente.**

**De cette réunion est sorti un plan d'action, encore limité mais allant dans le sens de l'action commune. À souligner que ce plan d'action a été signé par Solidaridad Obrera mais aussi par trois Confédérations Territoriales de la CGT (Madrid, Castilla la Mancha y Extremadura). Ce qui démontre que des critiques se développent au sein de la CGT sur l'absence d'impulsion de la confédération.**

**Cette petite contestation a certainement eu un petit impact dans le cadre de la situation désastreuse que vivent actuellement les travailleurs espagnols. Le repli sur de petits appareils finit par créer des contradictions internes.**

**En juin, pour la première fois s'est tenue une réunion unitaire entre la CGT, la CNT, Solidaridad Obrera et la Coordination Syndical de Classe en vue d'organiser une riposte commune à l'offensive gouvernementale.**

**Le texte sorti de cette réunion reste un peu creux et sans proposition concrète. Transpire de ce texte la volonté de s'affirmer comme l'alternative en soit. Mais cette démarche d'auto-proclamation s'ouvre de fait à une démarche unitaire entre ceux qui se revendiquent justement de l'alternative.**

**La pression des événements, offensive patronale et passivité des CCOO-UGT, a obligé les syndicats alternatifs à aller plus loin que les simples proclamations.**

## FRONT UNIQUE LE 29 SEPTEMBRE

Plusieurs réunions ont réuni à l'échelle étatique la CGT, la CNT, SO, la CSC et les COBAS. Ces réunions ont pris l'initiative d'appeler le 29 septembre à une journée de manifestations dans un maximum de villes.

Cette mobilisation se donne pour objectif de créer une dynamique pour aboutir sur la grève générale. Elle appelle les autres organisations "syndicales et du mouvement social" à se joindre à la mobilisation. Cette dynamique est un véritable succès car localement de nombreux syndicats autonomes ont préparé unitairement l'action.

Cependant des débats tactiques demeurent dans le cadre de ce Front unique. Tout en se félicitant du processus d'unité il ne faut pas se mentir sur les divergences stratégiques qui se cachent derrière des désaccords tactiques.

C'est ce que pointe du doigt un texte des COBAS:

« Les COBAS sont en accord avec le texte issu de la rencontre unitaire en ce qui concerne le pas important enregistré et que nous devons appuyer et renforcer. Et nous comprenons aussi l'importance des éléments revendicatifs que porte cet accord.

En ce qui concerne le calendrier nous réaffirmons notre position : le calendrier doit être déterminé par les nécessités objectives du mouvement et sa lutte, en appuyant les succès de ces luttes en cours et cherchant à unifier, renforcer et étendre ces échéances. Pour nous, les efforts se concentreront sur l'appui aux grèves et mobilisations dans l'enseignement (et les autres secteurs qui entrent en lutte) et dans la mobilisation internationale du 15 octobre, en travaillant à faire émerger un pôle de classe dans les manifestations convoquées pour ce jour.

La réunion a surtout été importante en raison de la pression pour l'unité face à la situation actuelle. C'est certainement la réunion la plus imposante de l'opposition syndicale. Elle marque à l'évidence les limites du syndicalisme nationaliste, spécialement celui du pays basque, qui refuse à chercher l'unité d'action dans la situation déterminante que nous connaissons. L'élément positif réside aussi dans le fait que la dynamique est telle qu'elle contourne les manœuvres de l'anarcho-syndicalisme qui désirait constituer un pôle distinct et se proclamait être le représentant du « syndicalisme alternatif ». Et l'avancée consiste aussi à l'émergence d'un programme qui offre une alternative de classe à la crise.

Cependant la réunion et les raisons des désaccords anciens de quelques organisations pour l'unité montrent qu'une opportunité a été gâchée pour se confronter à la bureaucratie et à la direction du mouvement du 15M. Le calendrier de mobilisations adopté reflète le

fait que ce ne sont pas les besoins du mouvement que dicte ce calendrier mais la bataille d'appareil entre composantes. Ainsi la CGT, avec l'appui décisif de la Confederación Intersindical et d'un secteur du stalinisme fit modifier le texte originel, reléguant l'action du 15 octobre et la lutte des enseignants à un second plan et mettant au centre de l'action les dates du 29 septembre et 3 novembre

La référence à la grève générale perd donc sa valeur si elle ne se construit pas avec les secteurs déjà en lutte (les professeurs, la santé...) et la journée internationale du 15 octobre. Cela condamne la proposition de grève générale à n'être qu'un pur acte de propagande et une dérive d'ultra gauche.

C'est pourquoi notre activité doit se construire autour de la lutte des enseignants et de celles présentes dans différents lieux et sur le 15 octobre en permettant la présence d'un maximum de travailleurs »

Nous pourrions également ajouter une autre critique qui ne figure pas dans le texte des COBAS. L'appel unitaire laisse de côté les syndiqués et les sympathisants des CCOO et de l'UGT. Le Front unique ne se construit pas contre ou en l'absence des syndicats des centrales majoritaires. Le Front unique vise à proposer l'unité d'action à toutes les organisations ouvrières qui combattent le capitalisme. C'est encore le cas de nombreux militants, sections et syndicats CCOO et UGT. Il faut donc leur proposer le Front unique dans le cadre du calendrier unitaire.

Cette limite est caractéristique de la majorité des militants des syndicats « alternatifs » qui croient que la question de la bureaucratie syndicale sera réglée par la création de ces mêmes syndicats « alternatifs ». Or l'Histoire et l'expérience démontre que la pire bureaucratie syndicale conserve toujours une influence en dehors de périodes pré-révolutionnaire. Et la scission rend encore plus difficile la réalisation de l'unité d'action. C'est justement à partir de ce constat que la stratégie du Front unique a été théorisée au début des années 1920.

Il est donc important que les militants SR, qui disposent de cet acquis politique, se mobilisent pour le populariser. Dans le cas contraire, une « grève générale » minoritaire pourrait bien se transformer en débâcle. D'ailleurs, consciemment ou non, c'est ce que fait peur aux dirigeants de nombreux syndicats « alternatifs ». Ils craignent l'aventure que constituerait la responsabilité d'animer une mobilisation frontale contre la bourgeoisie, et la responsabilité à assumer un échec qui discréditerait l'existence d'appareil autonomes. Cette peur renforce encore un peu plus le repli sectaire sur l'appareil. La culture d'appareil, tout comme la culture d'entreprise, est un obstacle aux luttes victorieuses de la classe.

D'où l'importance à ce qu'une tendance SR interviene dans le mouvement syndical espagnol. Cela n'est pas encore le cas en Espagne mais espérons que la situation évoluera dans les prochains mois. ■

## Nourrir nos combats dans les entreprises

# BILANS DE LUTTES

La crise stratégique que traverse le mouvement syndical rend nécessaire l'élaboration de nouvelles méthodes de lutte, adaptées à cette nouvelle situation. La CGT dispose de structures destinées à éviter d'enfermer nos luttes dans le cadre de l'entreprise, c'est-à-dire dans un espace contrôlé par le patron. Mais ces structures sont parfois en crise, ce qui nous oblige à innover.

Le mouvement syndical n'est plus en situation de mener une guerre de position, c'est-à-dire de s'appuyer sur des forces dans des bastions, pour mener des offensives. Car ces bastions sont eux aussi en crise. Là encore il faut innover, frapper vite l'ennemi là où il ne s'y attend pas. C'est-à-dire mener une guerre de mouvement.

Cette tactique n'est pas là pour mettre de côté la nécessaire rénovation de nos structures syndicales. Mais cela prendra du temps et on ne peut donc en rester à des appels incantatoires à la grève générale pour mieux justifier une routine syndicale repliée sur les instances représentatives d'entreprise.

Nous allons présenter quelques exemples concrets de luttes offensives qui peuvent être menées dans le cadre de cette « guerre de mouvement ».

### LA CGT DANS LE COMBAT DE SOCIÉTÉ

En avril dernier, le Syndicat Local Construction 31 est contacté par plusieurs salariés d'une entreprise de démolition et désamiantage. Ces travailleurs témoignent de conditions de travail catastrophiques pour leur sécurité mais aussi celle des riverains et plus largement de l'environnement.

Depuis des années, le patron facture des procédures de désamiantage pour au final se débarrasser des produits amiantés dans un lac, dans des déchetteries sauvages (l'enfouissement) et par le stockage de plus de 1 000 tonnes sur le dépôt de l'entreprise.

Le patron a programmé une liquidation judiciaire de l'entreprise, le site étant comme par hasard destiné à accueillir un projet d'immeubles. Immédiatement le syndicat élabore donc une tactique adaptée à la situation afin que la liquidation ne se réalise pas selon les plans du pollueur.

Une majorité de salariés est organisée dans une section syndicale CGT clandestine. En parallèle, un dossier est constitué avec de nombreuses pièces et preuves sur les pratiques de la direction. Cette tactique tient compte des faibles effectifs dans cette entreprise (15 salariés dont 8 adhérents à la CGT) et

de la relative passivité des instances publiques chargées de contrôler le secteur de l'amiante (Direction Inspection du Travail, la DREAL régionale, la CARSAT-CPAM, l'OPPBTP, Qualibat et la mairie).

### UNE MÉDIATISATION CONTRÔLÉE PAR L'ACTION DE TERRAIN

Le jeudi 25 mai, à 6 heures 30, les militants du Syndicat et de l'Union locale se déploient sur la zone d'activité pour diffuser un tract d'information à un rond point névralgique. L'effet est immédiat. Le tract se diffuse massivement dans les entreprises et dans les quartiers.

À 8 heures, les salariés adhérents à la CGT exercent leur droit de retrait et quittent l'entreprise. Le syndicat convoque une conférence de presse pour le lendemain.

La conférence de presse est l'occasion de diffuser un dossier de presse qui démontre les agissements de l'entreprise et la passivité des organismes de contrôle compétents. L'information devient un scoop et les médias se livrent alors à une course de vitesse pour relayer les événements.

Tous les responsables se retrouvent pris de cour et donc incapables de fournir des explications satis-

faisantes. Le Syndicat a fait comprendre qu'il n'avait pas fourni toutes les preuves en sa possession, ce qui oblige les services de l'État à marcher sur des œufs et donc à se montrer très conciliants par rapport aux exigences du syndicat : mise en sécurité des ouvriers par la reconnaissance du droit de retrait, reconnaissance de la mise en danger, suivi sanitaire de ces mêmes salariés, reclassement dans une autre entreprise...

Ces revendications sont vite garanties grâce au rapport de force construit. La Préfecture reçoit le syndicat, l'Union locale et l'Union départementale en présence des responsables des services compétents. Mais il faut aller plus loin que la simple défense des salariés de l'entreprise. Il faut élargir aux salariés des autres entreprises et aux habitants. Et il faut faire avec la faiblesse des forces disponibles dans l'UL CGT. Un Collectif de Riverains se constitue en alliance permanente avec la Syndicat. Un soutien supplémentaire intervient avec la plainte déposée par France Nature Environnement et la FNATH.

Les actions se succèdent : diffusions de tracts aux rond-points et dans les boîtes aux lettres, rassemblements, meetings, délégations à la préfecture. Toutes ces actions pour imposer une dépollution complète du site, ce qui ne semblait pas gagné.

Cette alliance à l'initiative du Syndicat permet de créer un bloc solide. Le piquet maintenu pendant un mois par les salariés devant l'entreprise sert de position forte. Cette pression permanente empêche la préfecture de trouver une solution à l'amiable avec le patron, au détriment de la situation environnementale. L'objectif est bel et bien de dépolluer le site. Cette force permet aussi de faire respecter les engagements de la préfecture en ce qui concerne la procédure de licenciements. De plus, pendant cinq semaines, les travailleurs se voient reconnaître leur droit de retrait puis ils obtiennent le paiement du salaire pendant deux semaines supplémentaires alors qu'ils ont été renvoyés chez eux par l'inspec-

tion du travail. C'est certainement du jamais vu : sept semaines de mobilisations chômées et intégralement payées !

Au final, la victoire ne se limite pas à la simple situation des salariés. L'action du syndicat a permis de valoriser la pratique du contrôle ouvrier en démontrant que les travailleurs sont les mieux placés pour dénoncer les pratiques des entreprises capitalistes. Cette action a été reconnue par les riverains et les associations et à aucun moment des reproches ont été adressés aux salariés qui avaient, sous les consignes du patron, enfoui les déchets amiantés.



L'impact est aussi très important dans le secteur de la démolition. Le patronat de la profession a été totalement discrédité et a du, de lui-même, faire le ménage en interne sur des pratiques de pollution malheureusement fort courantes. Il est vrai que le secteur est dans le collimateur de l'inspection du travail qui se doit désormais de généraliser les contrôles sur les conditions de désamiantage. Cette action a aussi permis de remobiliser l'inspection du travail

et de légitimer l'action de la CGT.

Mais cette action a aussi permis de rappeler la responsabilité du patronat dans ce désastre humain et de démontrer que de nombreux travailleurs de la construction restent exposés et contaminés par l'amiante.

## GRÈVE TOURNANTE DANS LES TRAVAUX PUBLICS

Le N° 37 de Syndicaliste ! a déjà consacré un article à l'entreprise PROCME afin d'illustrer la situation du travail détaché en France. Nous avons expliqué les difficultés à organiser l'action syndicale dans cette entreprise qui intervient sur des chantiers GrDF (le réseau de canalisation du gaz) sur tout le sud du territoire.

À l'hiver dernier, le patron profite d'une baisse momentanée d'activité pour se débarrasser de plusieurs dizaines d'ouvriers, et si possible ceux repérés comme étant sympathisants ou adhérents CGT. La méthode est simple. Ils sont convoqués, après leur travail, pour se rendre aux bureaux de l'entreprise qui se trouve dans la banlieue de Toulouse. Ils sont alors informés de leur licenciement et doivent immédiatement rejoindre le siège du groupe PROCME au Portugal. Ces licenciements sont déguisés en « fin de détachement », ce qui permet au patron de contourner la procédure légale de licenciement.

Ces licenciements sont réalisés au compte-goutte en prélevant un ouvrier sur différents chantiers, afin d'éviter un mouvement de résistance collective. De plus, les licenciés hésitent à protester, le patron leur ayant promis de les reprendre quand la situation irait mieux.

La situation va changer quand cinq ouvriers vont décider collectivement de refuser de partir, ce qui laisse le temps à un délégué CGT de les contacter. La lutte est partie !

Vu le contexte, cette lutte n'est pas vraiment en faveur de la section CGT. Et l'enjeu de la bataille est déterminant puisque c'est la nature du contrat de travail qui est posée. Pour le syndicat, les travailleurs ont un CDI de droit français puisqu'ils ont été spécialement embauchés pour venir travailler en France. Pour la direction, ce sont des travailleurs détachés avec des contrats de droit portugais.

L'action va donc se focaliser sur deux tactiques. La première consiste à mettre la pression sur le donneur d'ordre, GrDF en dénonçant sa responsabilité sociale et pénale. GrDF est responsable si un de ses sous-traitants emploie de la main d'œuvre illégale. L'action syndicale va consister à le faire savoir avec l'aide du Syndicat CGT Energie de Toulouse ! Les grévistes s'organisent grâce aux moyens du Comité d'Entreprise, en face de la direction de GRDF.

La seconde tactique vise justement à rendre la grève visible, mais surtout à provoquer un maximum de dégâts avec un faible nombre de grévistes. La fragilisation momentanée de la CGT, due au contexte économique et à la peur des licenciements, de la CGT ne permet pas de lancer un appel à une grève totale dans l'entreprise. Les délégués vont alors se déplacer sur les chantiers avec les cinq travailleurs menacés de licenciement. Mais pas n'im-

porte quel chantier. Ceux sur lesquels doivent être effectués des « tubages ». Les militants CGT arrivent à ce moment là et font débrayer les ouvriers du chantier et tiennent, le temps que les opérations de GrDF soient annulées. Toute la procédure tombe alors à l'eau pour plus d'une semaine. Pendant cinq semaines, cette équipe syndicale va se déplacer sur les chantiers en construisant une grève « tournante ». Localement les grévistes sont aidés par les syndicats CGT Energie et Construction, les UD et les UL

Le patron tente alors de démobiliser les troupes en proposant une négociation à Toulouse. Une négociation qui apparaît rapidement être une manœuvre. Il est 16 heures et l'on est le vendredi ! Conscient qu'il faut rapidement reprendre l'initiative, le Syndicat appelle alors tous ses militants disponibles et ceux de l'UL.

Depuis un mois, le Syndicat interpelle également le maire de la commune sur les pratiques illégales de la direction. Le maire arrive donc une heure plus tard et met la pression pour imposer la reprise des négociations.

Dehors la pression monte. Les victuailles arrivent pour montrer que les syndicalistes se préparent à rester longtemps sur place. Les véhicules de la direction se retrouvent barrés sur les parkings, ce qui annonce une séquestration prochaine. Ce sera certainement la goutte d'eau de trop et qui fera basculer la situation, le patron n'apparaissant pas très heureux de devoir passer son week-end dans son bureau avec la CGT.

Cette victoire n'aurait pu être construite sans les outils confédéraux (UL et UD) qui permettent ce type de grève tournante.

---

---

## Abonnez-vous,

**faites abonner vos camarades, votre  
organisation à la revue **Syndicaliste!** !  
25 euros pour 10 numéros**

**Pour souscrire écrire à :  
syndicalistes@gmail.com**

---

---

## VICTOIRE À FRANCE TÉLÉCOM SUR LA PÉNIBILITÉ

C'est dans le service 24/24 DEX de France Télécom qu'une victoire sur la pénibilité a enfin pu être obtenue après la crise de 2009 largement médiatisée.

Ce service gère la supervision et les alertes du réseau France Télécom. Plus particulièrement il devient le seul point d'entrée des appels des grandes entreprises en Heures Non-Ouvrables (HNO).

Depuis la création du service, les salariés du groupe travaillant régulièrement de nuit n'avaient pas de reconnaissance de la pénibilité du poste. Ce fût le point de départ de la mobilisation courant 2008. Le travail syndical a commencé cette année là par des réunions sur le site 24/24 de Toulouse et la construction au court de trois années d'un collectif CGT national regroupant les sections de toute la France. Il est important de noter que ce collectif n'est pas né d'une directive par « en haut » mais d'une solution logique d'organisation des sections elles-mêmes par la base. Les échanges du collectif (jusqu'à trois réunions téléphoniques par semaine au plus fort de la mobilisation) a permis de positionner la CGT et la sortie de tracts chaque semaine. Cette activité a pu entraîner les salariés non syndiqués et par la suite les autres organisations syndicales sur la tactique CGT.

Les actions en elles mêmes, en dehors de l'activité d'information des salariés et d'heures d'informations syndicales chaque mois a été tout d'abord de faire grève non pas sur la longueur mais uniquement le samedi. C'est à dire en HNO, et donc un service très sollicité. Mais les échanges syndicaux ont amené par la suite à modifier cette forme d'action pour un préavis permanent en HNO tous les jours de la semaine. Le but de ce préavis permanent était de permettre aux salariés un débrayage en HNO uniquement quand des grands comptes appelaient pour des pannes urgentes. Ceci a eu un double avantage : premièrement de limiter les retenus sur salaires et deuxièmement de coûter excessivement cher à France Télécom.

La réponse de l'entreprise à cette lutte a été de tenter de faire rentrer la sous-traitance dans ce

service. Cette tentative a pu être contrée après échanges des sections CGT avec les salariés. Ce qui a permis de rajouter le retrait du projet de sous-traitance dans les revendications. En effet, l'arrivée de la sous-traitance aurait permis à l'entreprise de contrer aisément les débrayages de salariés FT en basculant vers le sous-traitant.

Cette lutte a pu être victorieuse sur la durée grâce à une stratégie depuis bien trop longtemps délaissée et qui a pu être remise au goût du jour par des débats entre les syndiqués et les salariés des services concernés. Il reste malgré tout des avancés encore à obtenir dans ce service car ce combat n'a pour l'instant permis que le départ anticipé de dix-huit mois (seuil maximum légale établi par la loi), et non pas les 55 ans demandé. À ce jour, le collectif travaille à la reprise de la mobilisation afin d'obtenir satisfaction totale sur la pénibilité en travail de nuit, incluant d'autres services concernés par ces conditions de travail. ■

---



---

## APPEL

Les ÉDITIONS DU CSR recherchent des  
correcteurs professionnels

Prenez contact

[editions.syndicalistes@gmail.com](mailto:editions.syndicalistes@gmail.com)

06 88 33 61 94

---



---

## Commandez les brochures des éditions des CSR,

offrez-les

Prochaine parution (décembre 2011) :

**Indépendance syndicale,  
base de l'autonomie ouvrière. 76 pages**

**2 euros (plus port 1,20 euros)**

Pour passer commande, écrire à :  
[editions.syndicalistes@gmail.com](mailto:editions.syndicalistes@gmail.com)

**Catalogue des titres disponibles  
au dos de la revue**

---



---